



## Conjoncture outre-mer en 2011

Le Directeur général des instituts a donné une conférence de presse à Paris le 16 mars 2012 sur la « conjoncture outre-mer en 2011 ».

Alors que l'an dernier, lors de cette même conférence de presse, il était possible de dresser un constat global à peu près convergent pour l'ensemble de l'outre-mer, la situation à fin 2011 est beaucoup plus contrastée. On peut tout au plus identifier quelques tendances par zone géographique : les Départements français d'Amérique (DFA) sont la zone la mieux orientée, avec la Guyane dynamique, la Guadeloupe en amélioration et la Martinique un peu en retrait ; dans l'océan Indien, La Réunion et Mayotte fléchissent nettement en fin d'année, ce mouvement étant, à Mayotte, accentué par les événements sociaux ; les évolutions sont toujours divergentes dans l'océan Pacifique avec, d'un côté, la Polynésie qui ne se redresse pas et, de l'autre, la Nouvelle-Calédonie dont l'activité est encore favorable.

La hausse des prix est généralement contenue et la dégradation du marché du travail se poursuit dans la quasi-totalité des géographies ultramarines, mais à un rythme moindre que les années précédentes.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### La vie chère en outre-mer : une fatalité ?

La vie chère en outre-mer et les enjeux de la zone économique exclusive sont les deux thèmes de travail retenus par la Délégation sénatoriale à l'outre-mer pour la session parlementaire. Pour la Délégation, la vie chère « illustre la vulnérabilité des collectivités ultramarines où les populations sont tout particulièrement exposées à un coût de vie élevé et à des taux de chômage record suscitant périodiquement des troubles sociaux graves ». Dans ce cadre, la Délégation a auditionné fin mars et début avril 2012 diverses personnalités qualifiées, dont l'IEDOM, susceptibles de lui apporter un éclairage pour la poursuite de ses travaux.

### Séminaire CEROM

Les partenaires CEROM (AFD, INSEE, IEDOM, IEOM, ISPF, ISEE) se sont retrouvés les 22 et 23 mars 2012 à Libourne pour leur séminaire technique. Cette réunion, qui a lieu tous les deux ans, a rassemblé une quarantaine de participants qui ont échangé sur des thématiques aussi variées que les outils d'analyse de la conjoncture, les comparaisons des comptes rapides et des comptes définitifs ou les déterminants des échanges régionaux. Pour plus de détails [www.cerom-outremer.fr](http://www.cerom-outremer.fr).

### Lutte contre le blanchiment

En 2011, Tracfin a reçu et analysé 24 090 informations, soit une hausse de 19 % par rapport à 2010. 98 % des informations reçues sont le fait de professionnels assujettis au dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Les informations émises par ces professionnels (22 856) sont en hausse de 19 % par rapport à 2010 et celles en provenance des administrations d'Etat et assimilés et autorités de contrôle de 15 % (385 informations). Afin de vérifier la pertinence des informations reçues, Tracfin a mené 26 091 actes d'investigations contre 15 116 en 2010.

1064 notes ont été transmises dont 495 à l'Autorité judiciaire (+23 % par rapport à 2010) et 569 aux administrations partenaires.

Le service a reçu 849 demandes de renseignement de ses homologues étrangers (+19 %) et leur a adressé 1 485 demandes (+29 %).

### Dossier législatif

Le projet de loi, adopté en Conseil des ministres du 28 mars 2012, pour ratification de l'ordonnance n° 2011-1920 du 22 décembre 2011 et portant adaptation du code monétaire et financier et du code des douanes à la suite du changement de statut de la collectivité de Saint-Barthélemy vis-à-vis de l'Union européenne, a été déposé sur les bureaux du Sénat.

Le texte est disponible en téléchargement sur [www.senat.fr](http://www.senat.fr).

### Publications de l'IEDOM

**L'économie de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2011**, Note expresse série « Portrait », n° 145, 146, 147, 148, 149, 150. Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

### Profil des créateurs d'entreprises en 2010

Selon l'Insee, le créateur d'entreprise type en Guadeloupe est une personne âgée de plus de 30 ans (ils étaient 70 % en 2010), de sexe masculin (72,5 %), ne possédant pas de diplôme, ou tout au plus le baccalauréat ou le brevet supérieur (63,4 %).

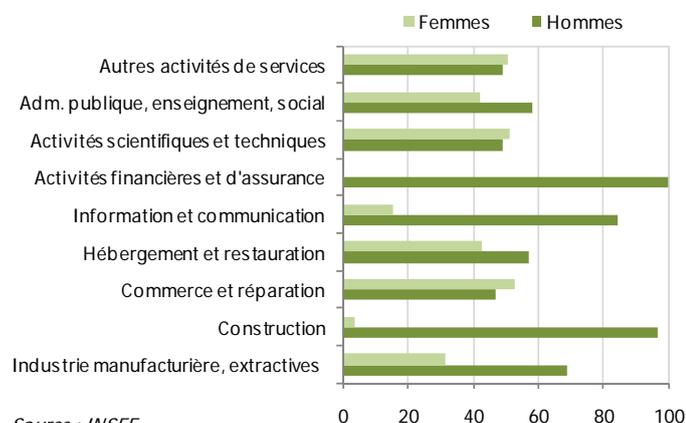
Les deux principales motivations qui ont poussé à la création d'entreprise sont : le besoin d'indépendance (56,4 %) et le goût d'entreprendre ou le désir d'affronter de nouveaux défis (43,5 %). Néanmoins les raisons invoquées varient selon le niveau de diplôme. Les plus diplômés citent plus fréquemment le goût de l'entrepreneuriat alors que le désir d'être indépendant est plus souvent invoqué chez les personnes ne possédant pas, ou peu de diplôme. Les formalités administratives sont au rang des principales difficultés rencontrées lors de la création d'entreprise (41,8 %). L'obtention d'un financement constitue une difficulté non négligeable (28,3 %) et est surtout invoquée par les personnes non diplômées.

Pour financer leur projet, les créateurs d'entreprises ont principalement eu recours aux dispositifs d'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs (ACCRE à 34,2 % et NACRE pour 6,9 %) et aux exonérations de cotisations sociales ou d'impôts (10%). Néanmoins, comme au niveau national, un peu plus de la moitié des créateurs n'ont bénéficié d'aucun dispositif d'aide financière (55,3 %).

Les résultats complets sont disponibles sur le site de [l'Insee](http://Insee).

### Les auto-entrepreneurs en 2010

Répartition des auto-entrepreneurs, hommes et femmes, selon le secteur d'activité



Source : INSEE

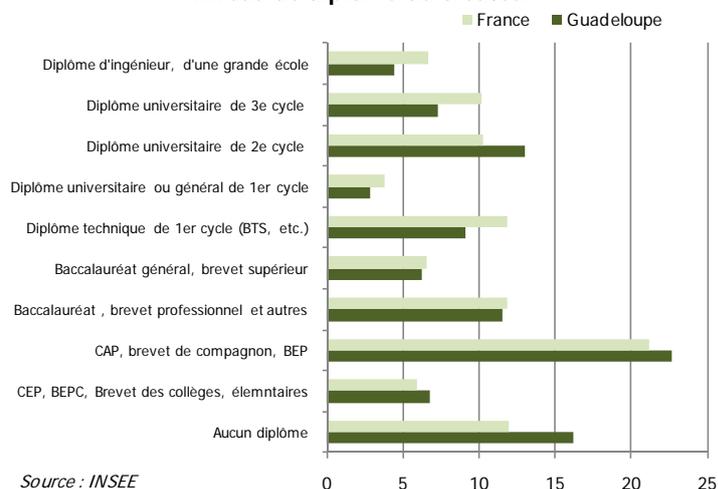
### Prix de vente des biens immobiliers

Selon les notaires de France, sur la période allant de décembre 2010 à novembre 2011, le prix moyen des appartements anciens vendus en Guadeloupe atteignait 2 060 €/m<sup>2</sup>. Ce prix est proche des moyennes observées en Basse-Normandie, Picardie et Poitou-Charentes. En revanche il se situe en dessous du prix moyen des régions françaises hors Ile-de-France (2 340 €/m<sup>2</sup>).

Sur la même période, une maison ancienne valait en moyenne 240 000 € dans la région. Ce prix est supérieur de 14 % à celui constaté à fin avril 2011 (209 700 €). Il est de 224 600 € dans la zone de Basse-Terre, et 257 600 € dans le secteur de Pointe-à-Pitre.

Ces données sont disponibles sur le site des [Notaires de France](http://Notaires de France).

Répartition des créations d'entreprises selon le niveau de diplôme du créateur



Source : INSEE

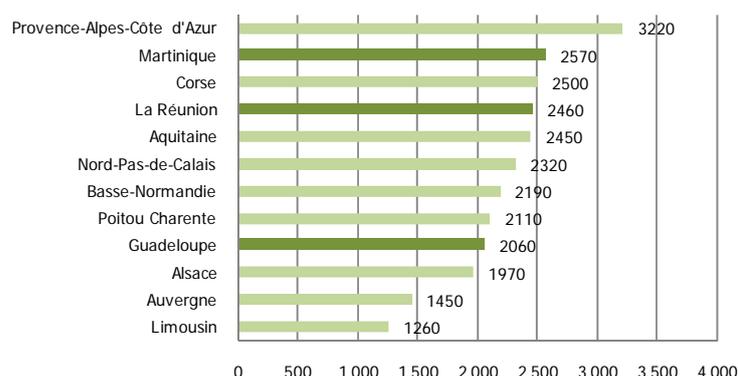
Les auto-entreprises créées en 2010 ont principalement concerné les activités spécialisées, scientifiques et techniques (27 %) et dans une moindre mesure le commerce et la réparation (19 %). 59 % des nouveaux auto-entrepreneurs guadeloupéens sont des hommes, soit un peu moins qu'en métropole (66 %).

Ils choisissent de créer une auto-entreprise avant tout pour assurer leur propre emploi (56 %) : 27 % étaient au chômage depuis plus d'un an. Ils désirent aussi créer leur propre entreprise (43 %), tester un projet (30 %) ou développer une activité de complément (24 %).

Pour réaliser leur projet, ils ont disposé au démarrage de peu de moyens financiers et 77 % n'ont obtenu aucune aide. Parmi ceux qui ont démarré leur activité, 70,5 % souhaitent la développer et 18,7 % la maintenir.

Ces éléments sont disponibles sur le site de [l'Insee](http://Insee).

Prix moyen en euro au m<sup>2</sup> des appartements anciens



Source : Bases immobilières des notaires de France

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

---

### **Rénovation urbaine : visite officielle en Guadeloupe de Maurice Leroy, Ministre de la Ville**

Le Ministre de la Ville, Maurice Leroy, s'est rendu en Guadeloupe du 21 au 22 mars 2012 pour constater l'avancement du chantier de rénovation de l'agglomération Abymes/Pointe-à-Pitre. A cette occasion, un avenant à la convention RUZAB (rénovation urbaine des Abymes) a été signé : il a pour objet de redéployer les économies réalisées sur certaines opérations vers d'autres projets.

### **Première audience de la Chambre régionale des comptes**

La Chambre régionale des comptes s'est réunie en audience solennelle le mardi 6 mars 2012 à la Cour d'Appel de Basse-Terre en présence de Monsieur Didier MIGAUD, Premier président de la Cour des comptes. A cette occasion, la juridiction a procédé à l'installation d'un nouveau magistrat, M. Hugues MALECKI.

### **Corsair et Air Caraïbes signent un accord de partage de code**

Les compagnies aériennes CORSAIR et AIR CARAIBES ont signé un accord de partage de code sur leurs réseaux transatlantiques dédiés aux Caraïbes. Ce dispositif permettra aux compagnies de proposer plus de fréquences, avec notamment jusqu'à 3 vols par jour vers les Antilles au départ d'Orly. Cet accord permet aux signataires de disposer d'un réseau plus étendu de destinations au sein de la zone caraïbe comprenant Cayenne, Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, Saint-Martin, Port-au-Prince, Saint-Domingue (à partir du 1<sup>er</sup> mai) et Punta-Cana (à partir du mois de septembre).

### **Indication Géographique Protégée pour le melon de Guadeloupe**

L'Indication Géographique Protégée « Melon de Guadeloupe » a été enregistrée sous le règlement européen N°181/2012 et publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 3 mars 2012. La demande d'enregistrement avait été déposée par la France en 2006. Pour les producteurs, l'IGP garantit une protection de la dénomination « Melon de Guadeloupe » sur tout le territoire de l'Union Européenne. Selon le cahier des charges, le Melon de Guadeloupe correspond à un melon de type « charentais jaune » cultivé sur l'une des 10 communes qui délimitent l'aire géographique.

### **Semaine de l'industrie**

La semaine de l'industrie s'est tenue du 19 au 25 mars 2012, soutenue par l'association des moyennes et petites industries (l'AMPI), la Chambre de commerce et d'industrie des Iles de Guadeloupe, la Cité des Métiers, et l'Université Antilles Guyane.

Initiée en 2011, la semaine de l'Industrie vise à promouvoir le maillage entre le secteur de l'enseignement et celui de l'industrie afin de renforcer l'attractivité des entreprises industrielles.

### **Signature d'une convention de partenariat entre la CCI et Pôle Emploi**

La Chambre de commerce et d'industrie des Iles de Guadeloupe et le Pôle Emploi Guadeloupe et Iles du Nord, ont signé, le 13 mars 2012, une convention de partenariat. Six axes d'interventions ont été identifiés : l'échange d'informations et de pratiques professionnelles, le diagnostic partagé des besoins de recrutement des entreprises, le développement de la formation, le développement de l'apprentissage et des contrats en alternance, la sensibilisation et l'accompagnement à la création et la reprise d'entreprise et la conduite d'actions communes vis-à-vis des entreprises et/ou des demandeurs d'emploi.

### **Semaine de l'artisanat**

« L'artisanat créateur de futurs » fut le thème retenu pour l'édition 2012 de la semaine de l'artisanat, du 9 au 16 mars. Cette manifestation, qui vise à promouvoir l'artisanat, a été organisée par la Chambre des métiers et de l'artisanat avec l'appui de différents partenaires (Pôle Emploi, le Conseil Régional, Régime Social des Indépendants, l'Agence Départementale d'Insertion, l'Association pour le droit à l'initiative économique, la Direction Générale des Finances Publiques, l'Urssaf, le centre de gestion Gestelia, des partenaires bancaires et d'assurance).

### **Création d'un guichet unique à l'export**

La Région Guadeloupe a créé, en partenariat avec l'Etat, la chambre de commerce et d'industrie des îles de Guadeloupe, la chambre d'agriculture et la chambre des métiers et de l'artisanat, un Comité pour l'organisation et le développement à l'international des entreprises de Guadeloupe (CODIE). Le président du Conseil régional, Victorin Lurel et le préfet de Région, Amaury de Saint-Quentin ont signé le 20 mars 2012 la convention cadre de cette structure destinée à encourager le développement à l'international des entreprises guadeloupéenne et soutenir leurs initiatives à l'export.

## ACTUALITE REGIONALE

---

### **Iles du Nord : élections territoriales**

Saint-Barthélemy et Saint-Martin ont tenu leurs élections territoriales les 18 et 25 mars 2012. A Saint-Barthélemy, la liste du président sortant Bruno Magras (UMP, premier président de la collectivité) a remporté 73,8 % des suffrages dès le premier tour. A Saint Martin, les élections ont été remportées au second tour de scrutin par la liste Rassemblement responsabilité réussite, conduite par Alain Richardson, avec 57 % des suffrages.

### **Bucket Race à Saint-Barthélemy**

La 17<sup>e</sup> édition de la Saint-Barth's Bucket Race, qui s'est déroulée du 22 au 25 mars, est un évènement majeur de la saison touristique à Saint-Barthélemy. Pendant ces 3 jours de courses, qui rassemblent certains des plus beaux et plus grands voiliers du monde autour de l'île, la fréquentation touristique atteint des sommets.

### **Publication**

L'IEDOM a le plaisir de vous annoncer la publication de la note expresse n°145 « L'économie de la Guadeloupe en 2011 : une reprise en dépit des incertitudes » et du Bulletin trimestriel financier et bancaire du 4<sup>e</sup> trimestre 2011. Comme toutes les publications de l'IEDOM, ces études sont disponibles en ligne sur le site internet de l'Institut : <http://www.iedom.fr>

## PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France	Février 2012	127,3	0,2 % -	1,7 % 2,3 %	
<b>Chômage</b> <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Février 2012	57 300	-0,1 %	6,0 %	
<b>Commerce extérieur</b> <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)	Janvier 2012	11	-	-18,5 %	
	Importations - (en M€)		201	-	10,5 %	
<b>Energie</b> <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Janvier 2012	35	-2,1 %	-6,0 %	
<b>Créations d'entreprises</b> <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées	Février 2012	469	-	13,6 %	
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Ménages</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Février 2012	20 935	-0,7 %	-0,8 %	
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Février 2012	425	-6,0 %	14,9 %	
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	Cumul à fin mars	68	-	-43,8 %	
<b>Entreprises</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	Mars 2012	1 478	5,0 %	16,1 %	
		cumul annuel	4 676	-	42,7 %	
	- Nombre	Mars 2012	133	7,5 %	16,3 %	
		cumul annuel	383	-	9,7 %	
	LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Janvier 2012	191 059	0,6 %	8,3 %	
<b>Trafic portuaire</b> <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)	Février 2012	229 286	-	-22,0 %	
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		88 395	-	29,0 %	
<b>Immatriculations</b> <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs	Janvier 2012	1 560	-35,3 % -	7,1 %	
<b>Construction</b> <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	Mars 2012	23 133	-	10,3 %	
	Cumul annuel		64 169	-	8,2 %	
<b>Banane</b> <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes)	Décembre 2011	4 397	-21,8 %	-3,4 %	
	Cumul annuel		59 503	-	41,4 %	

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication d'une note expresse - collection « Portrait »

### L'économie de la Guyane en 2011

La situation économique de la Guyane reste dynamique en 2011, avec en particulier un regain de l'activité en fin d'année. Malgré la poursuite de la dégradation du marché de l'emploi et une hausse des prix plus soutenue, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sont bien orientés. Le marché guyanais, qui bénéficie toujours d'une nette croissance démographique et des besoins qui en résultent en termes de consommation et d'infrastructures, est devenu un « pôle d'attraction » pour les investisseurs antillais, confrontés à la maturité de leurs propres marchés. Ces derniers sont présents plus particulièrement dans le secteur immobilier et la grande distribution. La filière spatiale et le secteur de la construction continuent d'exercer un effet d'entraînement sur l'économie. En croissance modérée depuis le début de l'année, l'activité de financement s'accélère fin 2011, soutenue par l'évolution des encours de crédits d'équipement et, toujours, de crédits à l'habitat. L'activité de collecte d'épargne enregistre également un net rebond au quatrième trimestre grâce, notamment, à une forte progression des dépôts à vue des agents. Cette note, qui donne un premier bilan de l'année avant la sortie en juin du rapport annuel plus détaillé de l'IEDOM sur l'économie guyanaise, est disponible sur notre site ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)), rubrique Publications / notes expresses / Portrait.



## Publication du Bulletin trimestriel financier et bancaire - 4<sup>e</sup> trimestre 2011

L'activité des établissements de crédit est particulièrement bien orientée au cours des trois derniers mois de l'année. D'une part, l'activité de collecte redémarre significativement avec un rebond marqué de l'encours des dépôts et, d'autre part, la croissance du financement s'accélère nettement après avoir progressé modestement depuis le début de l'année.

La note est disponible sur le site de l'IEDOM, rubrique Publications / bulletins trimestriels financier et bancaire.



## Échange Francs-euros

En Guyane, entre le 1<sup>er</sup> septembre 2011 et le 17 février 2012, qui marque l'arrêt définitif des échanges des billets en francs pour des euros, 1 033 billets ont été échangés pour un montant total de 210 430 francs (32 080 €). Sur la période, les coupures les plus remplacées ont été celles de 200 F (292 billets), 100 F (265 billets), et 500 F (231 billets). 75 % des retours de billets ont été enregistrés en février. Durant la dernière semaine du 13 au 17 février, 631 coupures ont été converties, soit un montant total de 104 010 francs (15 856 €). Enfin, pour la seule journée du 17 février, 396 billets (63 %) ont été retournés (pour un montant total de 9 403 €). Les billets de 200 F, 50 F et 20 F pour la journée du 17 février, sont revenus en nombre respectivement de 153, 122, et 44 coupures.

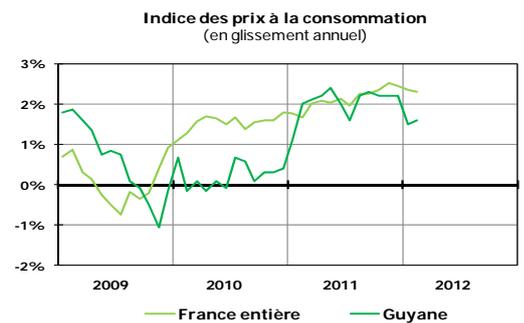
Globalement sur les DCOM, plus de 3,6 millions de francs (558 000 euros), soit plus de 17 000 billets ont été échangés dans les agences IEDOM entre le 1<sup>er</sup> septembre 2011 et le 17 février 2012. En septembre 2011, on recensait 867 échanges de billets, contre 7 700 en février 2012 (dont 39 % la dernière journée). Beaucoup ont attendu le dernier moment pour convertir leurs derniers francs.

# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

## Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation des ménages à fin février 2012 est en hausse de 0,4 % sur le mois. La quasi totalité des postes progresse (énergie + 2,1 %, alimentation + 0,5 %, services + 0,3 %), exception faite des produits manufacturés (- 0,2 %).

Sur un an, l'indice croît de 1,6 %, tiré essentiellement par la hausse des prix des services (+ 1,7 % sur un an), de l'énergie (+ 6,7 %), et de l'alimentation (+ 1,5 %). En comparaison des autres DCOM, la Guyane affiche une progression assez significative (+ 1,7 % à la Guadeloupe, + 1,0 % à la Martinique, + 0,9 % à la Réunion), mais reste en deçà de la France entière (+ 2,3 %).

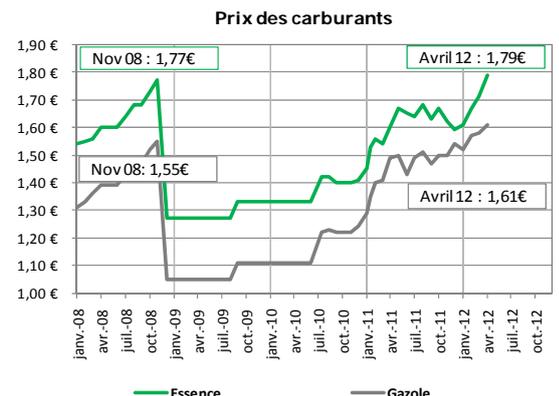


Source: INSEE ; variations sur un an des indices mensuels avec tabac.

## Carburants

L'arrêté préfectoral n°525 du 30 mars 2012 fixe, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, le prix de vente au détail des carburants à 1,79 € / litre pour l'essence (+ 8 cts) et 1,61 € / litre pour le gazole (+ 3 cts). Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kg passe de 25,13 € à 25,44 € (+ 30 cts, soit + 1,2 % sur le mois). Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent par les éléments suivants :

- une stagnation du dollar par rapport à l'euro ;
- une hausse de la moyenne des cotations du gaz butane (+ 3,9 %) ;
- une hausse de la moyenne des cotations de l'essence (+ 9,5 %), et du gazole (+ 4,1 %) ;
- une hausse de la moyenne des cotations du pétrole brut (+ 6,9 %).



Source: Préfecture

## Secteur Spatial

Le 23 mars 2012, Ariane 5 ES a procédé avec succès au lancement du vol VA205 de l'ATV Edoardo Amaldi. La mise en orbite de l'ATV 3 a permis la livraison de 20 tonnes de matériels divers [eau, gaz (air, oxygène et azote), carburants, vivres et des équipements scientifiques] pour les astronautes de la station spatiale internationale (ISS). Ce 61<sup>ème</sup> lancement d'Ariane 5 constitue le 47<sup>ème</sup> succès de d'affilée, et le 3<sup>ème</sup> pour une Ariane 5 ES. L'ATV 3 restera amarré à l'ISS pendant près de 5 mois. Une fois ce temps écoulé, il sera guidé dans l'atmosphère en vue de sa désintégration.

Le carnet de commandes d'Arianespace représente plus de 3 ans d'activité, ce qui à terme représente la mise en orbite de 24 Ariane 5, 15 Soyouz et 2 Véga.

Le 12 mars 2012 à la conférence « Satellite 2012 » se déroulant à Washington DC, le président d'Arianespace a annoncé la signature de son 26<sup>ème</sup> contrat avec Eutelsat pour la mise en orbite du satellite EUTELSAT 25B et son 1<sup>er</sup> contrat avec Es'HailSat, opérateur Qatari, pour la mise en position géostationnaire du satellite Es'hailSat 1 prévu pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013.

## Octroi de mer

L'octroi de mer est une taxe indirecte sur les produits importés comme sur les productions locales dont le taux est fixé par les Conseils régionaux et dont le produit est destiné aux collectivités territoriales d'Outre-mer. La décision du Conseil de l'Union européenne du 10 février 2004, qui aménage la répartition du produit de la taxe entre les collectivités bénéficiaires, est confortée par la loi du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer qui autorise des écarts de taxation au bénéfice des productions locales jusqu'en 2014. Le 27 mars 2012, lors de la dernière commission plénière du Conseil régional, la version définitive des taux d'octroi de mer a été votée par les membres élus. Les premiers taux, votés unilatéralement par le Conseil régional, avaient en effet suscité de vives réactions des milieux socioprofessionnels. Ils concernaient une cinquantaine de produits, pour une application au 1<sup>er</sup> mars 2012. Cette première mouture annonçait des revenus supplémentaires d'environ 8,5 millions d'euros mais des taux trop élevés qui auraient impacté le pouvoir d'achat des consommateurs. Après plusieurs réunions, une décision consensuelle entre les socioprofessionnels, la CCIRG et le Conseil régional a pu être prise. A la commission plénière du 27 mars, des ajustements sur 42 produits ont pu être apportés, par exemple sur les viandes bovines mais aussi sur le ciment, avec effet rétroactif. Ce réajustement des taux devrait permettre des recettes supplémentaires pour un montant de près de 4,4 millions d'euros. Ce différentiel de taux devrait être profitable à la production locale et aux consommateurs finals.

Durant cette période d'incertitude relative aux taux d'octroi de mer, les marchandises concernées n'ont pas été dédouanées. Toutefois les frais de stationnement ont couru durant ce temps au détriment des importateurs et des consommateurs.

## Hydrocarbures

En septembre 2011, de l'énergie fossile a été découverte au large des côtes de la Guyane. Afin de connaître précisément le potentiel du gisement, des forages complémentaires sont nécessaires. Deux forages en 2012 puis deux autres en 2013 sont prévus d'après la compagnie Shell<sup>1</sup>, avec un premier forage qui devrait débuter dès juin 2012. Concomitamment à ces travaux, Shell poursuit sa campagne de mesures sismiques dans la zone du permis de recherche afin de modéliser le sous-sol et d'identifier les réservoirs potentiels. Le Président de Shell France, P. Roméo, affirme également vouloir favoriser le recrutement local. En mai 2012, un inventaire des besoins en termes de main d'œuvre doit être établi puis transmis aux institutionnels pour que des formations adéquates soient mises en place.

## Les comptes des communes d'outre-mer

Le Président de la Cour des comptes, D. Migaud, et B. Diringer, président de la Chambre régionale des comptes des antilles-guyane étaient dans le département début mars. Selon la Cour des comptes, la situation des comptes en outre-mer se dégraderait de manière « persistante, voire accrue ». Les dépenses à engager et les recettes à percevoir sont souvent peu ou mal retranscrites dans les écritures comptables. Les ressources des communes, reposant principalement sur de la fiscalité indirecte (octroi de mer qui est dérogatoire, taxe sur les carburants) sont fragiles. La Cour des comptes recommande une poursuite de l'actualisation des bases cadastrales et conseille fortement une gestion des ressources humaines plus optimale en prévision des départs en retraite de nombreux agents de catégorie C alors que le nombre d'agents cadres est insuffisant. Enfin, elle préconise des investissements plus massifs, financés à partir des recettes issues de l'octroi de mer (qui sont habituellement utilisées pour les dépenses de fonctionnement), tout en insistant sur les contrôles mieux orientés des services de l'Etat, notamment concernant la solvabilité des communes.

# ACTUALITES REGIONALES

## Coopération brésilienne

Dans le cadre d'une coopération régionale potentielle entre la France, via la Guyane, et le Brésil, la possibilité d'un déroutement des marchandises de Dégrad-des-cannes vers le port de Santana (Macapa), dans l'Etat de l'Amapà est à l'étude. Ce port a une vocation triple. Il permet notamment l'exportation vers l'Asie du minerai de fer brut. Neuf à dix navires par mois viennent charger ce minerai pour environ 45 000 tonnes. Par ailleurs, il réceptionne le bois d'eucalyptus, matière ligneuse pour la pâte à papier, qui est décheté puis compressé et transféré dans des navires à destination de l'Europe. Enfin, c'est aussi un port à conteneurs, ce qui intéresserait la Guyane avec plus de 200 mouvements de navires en 2011 contre 142 en 2010, sachant que les équipements de débarquement sont sous utilisés. Une fois le pont de l'Oyapock officiellement en service, la question de la réduction des frais d'approche par le transit des marchandises via le port de Santana va se poser. Il restera néanmoins les questions administratives et douanières à clarifier entre les deux pays. Un tel projet ne serait évidemment pas sans conséquences pour l'avenir du port du Dégrad-des-cannes.

<sup>1</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> février 2012, Shell a succédé à Tullow Oil comme opérateur du consortium. Ce dernier regroupe ainsi Shell (45 % des parts), Tullow Oil (27,5 %), Total (25 %) et Northpet Investments (2,5 %).

## SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	févr-12	<b>124,6</b>	[0,4%]	[1,6%]	Insee
		↑	Prix administré du litre d'essence	avr-12	<b>1,79 €</b>	[4,7%]	[11,9%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	févr-12	<b>17 705</b>	0,2%	4,1%	Dieccte
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	févr-12	<b>7 846</b>	1,0%	15,1%	Pôle Emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	févr-12	<b>15 634</b>	-[1,4%]	[4,7%]	
		↓	Prestations nettes versées (1)	févr-12	<b>7,5 M€</b>	-[3,5%]	-[2,6%]	Caf
			Cumul		<i>15,3 M€</i>		<i>ns.</i>	
	CONSOMMATION	↓	Recettes d'octroi de mer	mars-12	<b>10,5 M€</b>	-2,6%	-12,5%	Douanes
			Cumul		<i>29,8 M€</i>		<i>-1,0%</i>	
		↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	janv-12	<b>9,6 M€</b>	-2,0%	7,6%	Douanes
		Cumul		<i>9,6 M€</i>		<i>7,6%</i>		
INVESTISSEMENT	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	févr-12	<b>354</b>	17,9%	-11,0%	Somafi	
		Cumul		<i>691</i>		<i>-8,2%</i>		
	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	janv-12	<b>38,0 M€</b>	-25,1%	-6,2%	Douanes	
	Cumul		<i>38,0 M€</i>		<i>-6,2%</i>			
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Ventes de véhicules utilitaires	févr-12	<b>84</b>	-2,9%	-8,4%	Somafi	
		Cumul		<i>177</i>		<i>-3,3%</i>		
	↓	Exportations (3)	janv-12	<b>12,8 M€</b>	-12,3%	24,8%	Douanes	
	Cumul		<i>12,8 M€</i>		<i>24,8%</i>			
	↓	Importations (3)	janv-12	<b>103,1 M€</b>	-15,0%	15,1%	Douanes	
		Cumul		<i>103,1 M€</i>		<i>15,1%</i>		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à mars. 2012	<b>2 tirs (1 Ariane 5, 1 Vega)</b>		1 tir à mars. 2011	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à mars. 2012	<b>3 satellites et 1 ATV</b>		1 ATV à mars. 2011	
	BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	mars-12	<b>8 519 tonnes</b>	12,7%	27,4%	Ciments guyanais
			Cumul		<i>22 519 tonnes</i>		<i>4,9%</i>	
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	janv-12	<b>92 kgs</b>	28,1%	-18,8%	Douanes
		↑	Cumul		<i>92 kgs</i>		<i>-18,8%</i>	
		↑	Exportations d'or en valeur (3)	janv-12	<b>3,4 M€</b>	49,5%	-1,4%	Douanes
		↓	Cumul		<i>3,4 M€</i>		<i>-1,4%</i>	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Cours de l'once d'or	mars-12	<b>1 674,41 \$</b>	-[3,9%]	[17,6%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑	Grumes sorties de forêt ( <i>données non consolidées</i> )	déc-11	<b>7 444 m3</b>	50,0%	29,7%	ONF
		Cumul		<i>77 539 m3</i>		<i>-3,1%</i>		
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (3)	janv-12	<b>0 tonne</b>	ns.	ns.	Douanes	
		Cumul		<i>0 tonne</i>		<i>ns.</i>		
	↓	Exportations de poissons (3)	janv-12	<b>0 tonne</b>	ns.	ns.	Douanes	
		Cumul		<i>0 tonne</i>		<i>ns.</i>		
TOURISME		Exportations de riz (2)(3)	janv-12	<b>0 tonne</b>	ns.	ns.	Douanes	
		Cumul		<i>0 tonne</i>		<i>ns.</i>		
	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	févr-12	<b>31 154</b>	5,1%	13,1%	CCIRG	
	Cumul		<i>61 750</i>		<i>3,1%</i>			
	↓	Nombre de nuitées	janv-12	<b>25 000</b>	-8,0%	4,5%	Insee	
		Cumul		<i>25 000</i>		<i>4,5%</i>		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

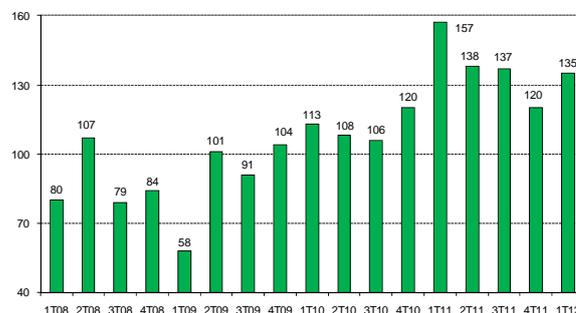
## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Surendettement : baisse de 14,0 % du nombre de dossiers de surendettement au premier trimestre

Au premier trimestre, le nombre de dossiers déposés auprès du secrétariat de la Commission de surendettement, s'élève à 135 au premier trimestre 2012, soit une baisse de 14,0 % par rapport au premier trimestre 2011. Le mois de mars 2012 connaît toutefois une progression significative, avec 54 dossiers déposés (troisième chiffre mensuel le plus élevé, après 56 en février 2011 et 60 en mai 2011), en progression de 12,5 % par rapport à mars 2011.

18 dossiers ont été déclarés irrecevables au premier trimestre, soit un taux d'irrecevabilité de 14,9 % (contre 18,6 % un an plus tôt). Par ailleurs, 68 plans conventionnels ont été conclus au premier trimestre (+ 61,9 % sur un an), tandis que la Commission a orienté 14 dossiers en procédure de rétablissement personnel (5 dossiers, un an auparavant).

Nombre de dossiers de surendettement déposés



Source : IEDOM

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Inflation : +1,0 % en glissement annuel à fin février

L'indice des prix à la consommation atteint 127,4, à fin février, en progression de 0,3 % sur un mois et de 1,0 % sur un an. Cette augmentation tient à la hausse des prix des services (+1,4 %), de l'énergie (+5,4 %) et à la hausse des prix de l'alimentation (+2,3 %). Ces postes contribuent respectivement pour 0,61 point, 0,48 point et 0,38 point à la progression de l'indice. Parallèlement, les prix des produits manufacturés s'inscrivent en baisse sur la période (-1,6 %).

A titre de comparaison, l'inflation atteint 1,7 % en Guadeloupe, 1,6 % en Guyane, 0,9 % à la Réunion et 2,3 % en Métropole.

Taux d'inflation  
(en glissement annuel)



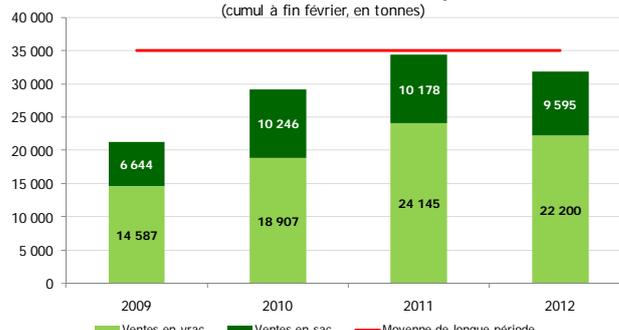
Source : INSEE

### BTP : baisse des ventes de ciment à fin février

A fin février 2012, en cumul depuis le début de l'année, la consommation locale de ciment atteint 31 795 tonnes, soit une diminution de 7,4 % en glissement annuel. Dans le détail, les ventes en sacs, d'ordinaire dévolues à la construction privée, sont en recul de 5,7 % et les ventes en vrac de 8,1 %.

L'écart avec la moyenne de longue période (35 039 tonnes par trimestre pendant la période 1995-2011) s'accroît. Il atteint 9,3 % en février 2012 (2,0 % à fin février 2011).

Ventes de ciment à la Martinique  
(cumul à fin février, en tonnes)



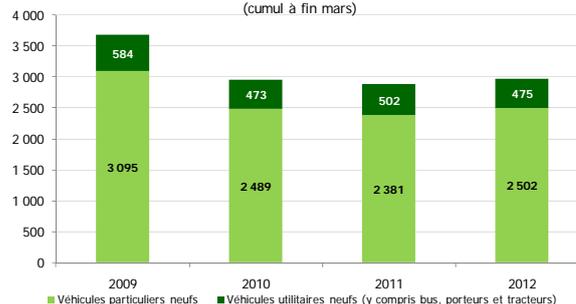
Source : Ciment Antillais

### Marché automobile : immatriculations en hausse au premier trimestre

Au premier trimestre, 2 977 véhicules neufs ont été immatriculés dans le département, contre 2 883 un an auparavant (+3,3 % sur un an). Cette évolution tient à la bonne orientation des ventes de véhicules de tourisme (+5,1 %), alors que les immatriculations de véhicules utilitaires sont en repli (-5,4 %).

Le marché des véhicules de tourisme reste dominé par les modèles diesel (60,0 %). Il l'est également par les modèles étrangers (58,5 %). Toutefois, les ventes de véhicules de marques étrangères sont en baisse sur le trimestre (-3,3 %), par rapport au premier trimestre de l'année passée, tandis que les marques françaises gagnent du terrain (+19,7 %). En temps de crise, les consommateurs reportent vraisemblablement leur préférence sur les marques françaises moins coûteuses à l'achat que les marques étrangères.

Immatriculations de véhicules neufs à la Martinique  
(cumul à fin mars)



Source : Association Auxiliaire de l'Automobile

## ACTUALITE REGIONALE

### PIB par habitant de la Martinique : 71,8 % de la moyenne de l'Union européenne

Selon Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, le PIB par habitant de la Martinique représentait 71,8 % du PIB des régions des 27 pays de l'Union européenne, en 2009. En conséquence, la Martinique reste éligible aux aides européennes relevant de l'objectif « convergence », pour la prochaine période de programmation 2014-2020 (communiqué de presse d'Eurostat téléchargeable sur son site : [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/1-13032012-AP/FR/1-13032012-AP-FR.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/1-13032012-AP/FR/1-13032012-AP-FR.PDF)).

### Prix des carburants : hausse à compter du 1<sup>er</sup> avril

Les prix maximum des carburants ont été revus à la hausse, à compter du 1<sup>er</sup> avril, et sont fixés à 1,62 euro par litre pour l'essence (augmentation de 8 centimes par litre) et à 1,34 euro par litre pour le gazole (augmentation de 3 centimes). En outre, le prix maximum de la bouteille de gaz est fixé à 24,88 euros (augmentation de 29 centimes). Les prix des carburants restent en moyenne inférieurs en Martinique aux prix constatés dans l'hexagone (communiqué de presse disponible sur le site de la Préfecture : [http://www.martinique.pref.gouv.fr/sections/publications/listes\\_des\\_formulaires?id=nos\\_derniers\\_communi](http://www.martinique.pref.gouv.fr/sections/publications/listes_des_formulaires?id=nos_derniers_communi)).

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- fév. 2012	127,4	+0,3 %	+1,0 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- fév. 2012	42 300	+0,2 %	+2,5 %
	Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- fév. 2012	25,0 %	0,0 pt	0,1 pt
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- fév. 2012	22 320	-4,1 %	+9,0 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- déc. 2011	37 351	-0,5 %	-
<b>Commerce extérieur</b> (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- fév. 2012	188,4	-14,1 %	+40,9 %
	Exportations (millions d'euros)	- fév. 2012	44,4	ns	ns
	Taux de couverture mensuel		23,6 %	13,7 pts	+18,3 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- janv. 2012	41,7	-37,6 %	-0,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- janv. 2012	41,7	-	-0,5%
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- janv. 2012	17 685	+0,6 %	-1,8 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- janv. 2012	5 038	-1,8 %	-17,7 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- janv. 2012	150 543	-1,0 %	+4,1 %
		- cumul annuel	150 543		+4,1 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- fév. 2012	17 951	-6,7 %	ns
		- cumul annuel	37 192	-	ns
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- fév. 2012	15 794	-1,3 %	-11,0 %
		- cumul annuel	31 795		-7,4 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars. 2012	944	+34,3 %	-5,1 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars. 2012	166	+33,9 %	-16,6 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		2 950	-	+3,0 %

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### L'économie de La Réunion en 2011 : le manque de confiance pèse sur l'activité

L'économie réunionnaise peine depuis la crise à retrouver des relais de croissance efficaces. Le manque de lisibilité sur les perspectives économiques locales et les tensions entourant la crise de la dette en Europe pèsent sur la confiance des acteurs économiques. Après une orientation favorable au premier trimestre 2011, la situation conjoncturelle locale ne cesse de se contracter sur le reste de l'année, à l'image de la situation nationale. L'investissement privé ne redémarre pas, tandis que le logement social et la commande publique restent dynamiques. La consommation des ménages demeure bien orientée sur l'année.

A l'échelle sectorielle, les évolutions sont contrastées. Les secteurs des industries agro-alimentaires, de l'agriculture et du tourisme ont bénéficié d'un certain regain d'activité. Le constat est plus mitigé dans les industries manufacturières, tandis que le courant d'affaires est mal orienté dans le commerce et les services marchands. Le secteur du BTP reste fragile même si la relance de la construction de logements sociaux a permis de maintenir l'activité. Le marché du travail continue de se dégrader mais à rythme moins prononcé que les années précédentes.

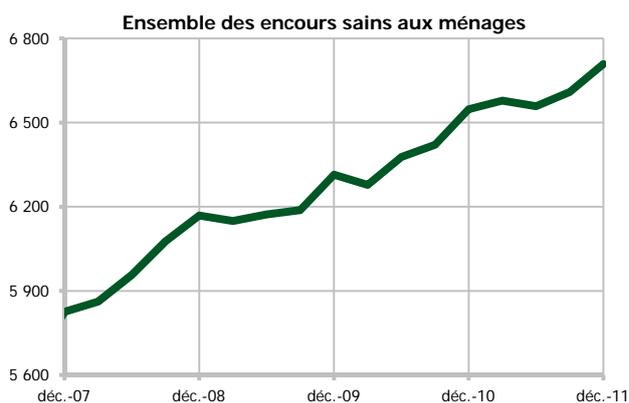
Dans ce contexte, l'activité de financement de l'économie par le système bancaire local est restée relativement peu dynamique en 2011, comme la collecte d'épargne. Le risque de crédit porté par les établissements de crédit se stabilise, après avoir très fortement progressé depuis 2009.

La Note Expresse Portrait n°148 est disponible sur le [site de l'edom](#).

### Une collecte nette de ressources en hausse fin 2011

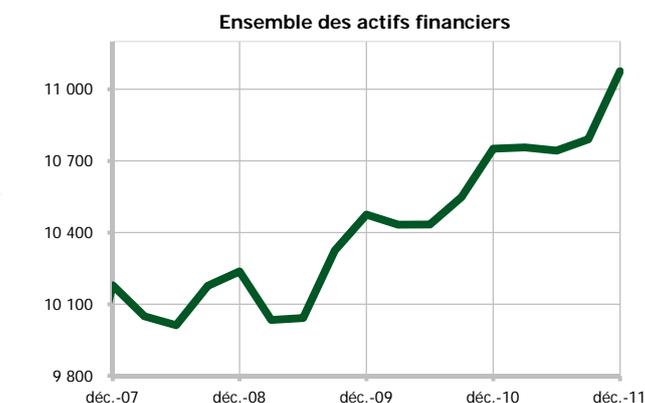
Les actifs financiers détenus par la clientèle non financière à La Réunion progresse de 2,6 % au quatrième trimestre 2011, faisant suite à l'atonie des trois premiers trimestres de l'année. Les dépôts collectés atteignent ainsi 11,1 milliards d'euros. La collecte nette d'épargne demeure toujours relativement stable, aux alentours de 300 millions d'euros par an, soit un rythme très inférieur à celui enregistré avant la crise financière de 2007.

Les dépôts à vue sont les principaux produits bénéficiaires de la progression des encours des placements au quatrième trimestre 2011, avec une hausse de 5,4 % sur les trois derniers mois. Les placements liquides s'inscrivent également en forte hausse au quatrième trimestre 2011, progressant de 3,5 % sur le trimestre. Ils bénéficient notamment de la capitalisation des intérêts versés à la fin du mois de décembre.



Source: Iedom, Surfii

Parallèlement, l'encours brut total des crédits consentis par les établissements de crédit installés localement s'établit à 17 milliards d'euros à fin décembre 2011, s'inscrivant en progression de 1,9 % au cours du quatrième trimestre 2011. Comme pour la collecte d'épargne, l'économie réunionnaise enregistre désormais un rythme de croissance plus mesuré des encours de financements par rapport aux années précédant la crise financière.



Source: Iedom, Surfii

Toutes les catégories de clientèle enregistrent une progression de leurs encours de financement, avec néanmoins des évolutions contrastées selon les formes de crédit. Les ménages et les entreprises enregistrent ainsi une hausse équivalente de leurs encours sur le trimestre (à hauteur de + 1,5 %), contre + 5,7 % pour les collectivités locales et + 10,2 % pour les autres agents. Néanmoins, en rythme annuel, les évolutions

d'encours des principales clientèles continuent à ralentir, témoignant d'une absence de réelle reprise de l'économie et des demandes de financement.

Le bulletin financier du quatrième trimestre 2011 est disponible sur le [site de l'edom](#).

### Des taux des crédits aux entreprises en baisse

Les résultats provisoires sur le coût du crédit aux entreprises à La Réunion font apparaître une forte baisse des taux moyens observés sur le mois de janvier 2012, par rapport à l'enquête de juillet 2011. Le taux moyen global pondéré du crédit aux entreprises s'établit ainsi à 4,72 % sur le mois de janvier 2012, contre 5,71 % lors de la précédente enquête, soit une baisse de 99 points de base en six mois (contre + 114 points de base sur le semestre précédent).

La baisse enregistrée sur les six derniers mois concerne à la fois les financements à court terme, en recul de 138 points de base par rapport à juillet 2011 et les financements à moyen et long terme, en diminution de 57 points de base sur six mois.

## BREVES ECONOMIQUES

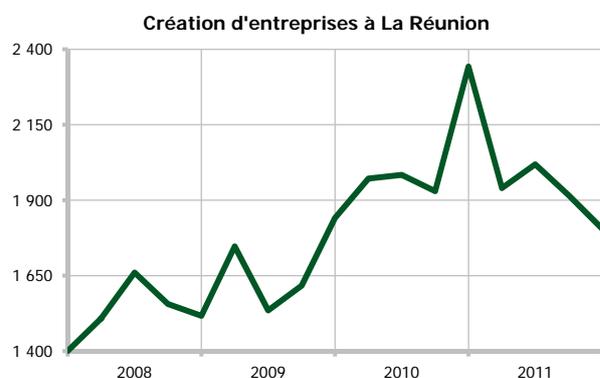
### LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Février 2012	123,9	- 0,9 %	+ 0,9 %
	IPC France entière		125,2	+ 0,4 %	+ 2,3 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Décembre 2011	26 472	- 6,9 %	+ 2,6 %
	En cumul (milliers d'euros)		291 632	-	+ 8,9 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	Janvier 2012	363,5	-	- 24,1 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		20,3	-	+ 9,1 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Février 2012	120 570	+ 0,8 %	+ 3,1 %

### LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Février 2012	128 710	n.s.	+ 3,7 %
	Cumul 2012	cumul Fév.	571 766	-	- 1,4 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées	Janvier 2012	72 400	- 9,7 %	+ 4,8 %
	Cumul 2011	cumul Janv.	72 400	-	+ 4,8 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Décembre 2011	3 744	-	+ 23,1 %
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Déc.	22 800	-	- 12,5 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Décembre 2011	56,5	-	+ 9,8 %
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Déc.	342,4	-	- 9,0 %
	Effectifs salariés du BTP	Février 2012	16 977	+ 1,9 %	+ 1,8 %

### Baisse des créations d'entreprises en fin d'année



Source: Insee

Le nombre de créations d'entreprises est en baisse de 5,7 % (données CVS et CJO) au quatrième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2011, faisant suite à une précédente baisse de 5,1 %. Sur l'ensemble de l'année 2011, les créations diminuent de 6,6 % par rapport à 2010. Cette baisse s'explique en grande partie par l'arrêt de "l'effet photovoltaïque" dès début 2011, après la nette progression qui l'avait précédé. Les créations dans la construction sont également en baisse (- 8,7 %). Le commerce de gros et de détail, les transports, l'hébergement et la restauration augmentent peu (+ 1,8 %).

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

### La pierre, composante importante du patrimoine des Réunionnais

En 2010, près de 9 ménages réunionnais sur 10 détiennent un patrimoine financier et près de 6 sur 10 un patrimoine immobilier. Ces taux de détention d'actifs patrimoniaux sont inférieurs à ceux de la France métropolitaine, en raison de la jeunesse de la population et de plus faibles revenus. Les livrets d'épargne - liquides et peu risqués - comptent parmi les actifs financiers les plus répandus. La moitié des ménages possèdent plus de 90 000 euros de patrimoine, avec un écart très important entre les plus bas et les plus hauts patrimoines. L'immobilier constitue près des trois quarts du patrimoine global.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

### Hausse de l'emploi dans le secteur privé au quatrième trimestre 2011

L'emploi dans le secteur privé progresse de 3,4 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010 selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss). Cette hausse est supérieure à celle observée au niveau national (+ 0,7 %). La masse salariale dans l'île progresse également à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 4,2 % à La Réunion sur un an contre + 3,6 % au niveau national.

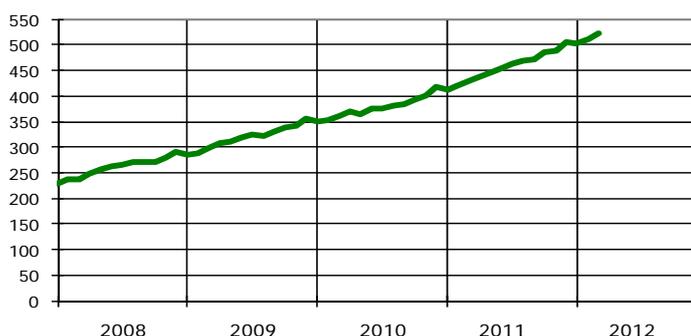
## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes

A fin mars, les émissions nettes de billets progressent de 11,9 millions d'euros sur le mois (soit +2,3 % après +1,4 % le mois précédent) et s'établissent à 522 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre progressent à l'identique : +2,3 %, après +1,3 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 9,6 millions au 31 mars 2012, dont 73 % sont constitués de la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué dans les mêmes proportions en nombre et en valeur en mars, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île reste stable, à 54,2 € au 31 mars.

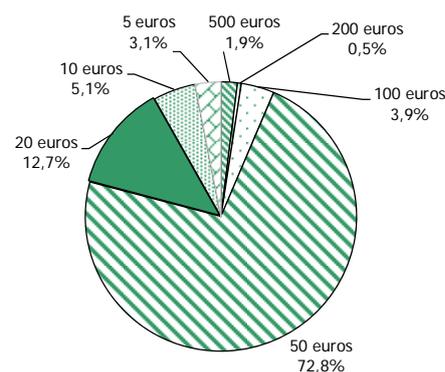
Emissions nettes cumulées de billet au 31 mars 2012

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 31 mars 2012



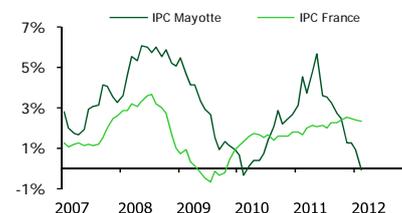
Source: IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Prix

En février 2012, l'indice des prix à la consommation à Mayotte est en recul de 0,9 %. Selon l'INSEE, cette baisse s'explique principalement par le repli des prix des produits manufacturés (-0,8 %) et des services aux ménages (-2,3 %). Le prix des produits alimentaires et boissons est en légère hausse de 0,1 %, du fait de la croissance des prix des œufs et produits laitiers (+2,8 %) et des boissons non alcoolisées (+1,7 %). L'énergie se renchérit (+1,3 %), en lien avec la hausse des prix des produits pétroliers. Le prix du tabac augmente de 2,5 %. Les services aux ménages sont en recul de 2,3 % sous l'effet de la baisse des prix des postes « restauration » (-7,4 %) et « transports et télécommunications » (-5,4 %). Sur un an (février 2012 par rapport à février 2011), les prix baissent légèrement de 0,1 %.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



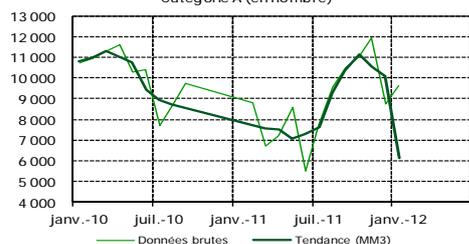
Source: INSEE  
Base 100: année 2006

### Emploi

A fin janvier 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 9 601 contre 8 747 en décembre 2011, soit une augmentation de 9,8 %. Sur les 9 601 demandeurs d'emploi, 67 % ont entre 25 et 49 ans dont 77 % sont des femmes. Pour 47 % des demandeurs d'emploi, la qualification n'est pas déterminée.

187 offres d'emploi ont été enregistrées en janvier 2012, en baisse de 8,3 % par rapport à décembre 2011 (204). Près des deux tiers (118) concernent des emplois temporaires. En glissement annuel (janvier 2011 par rapport à janvier 2012), les offres d'emploi sont toutefois en progression de 117,4 %.

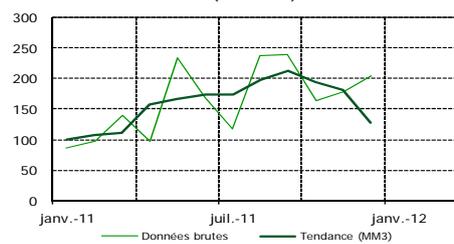
Demandeurs d'emplois en fin de mois  
Catégorie A (en nombre)



Source: Pôle Emploi

\* Les données entre oct.2010 et janv.2011 ne sont pas disponibles. Les points sont reliés par une courbe en pointillés.

Offres d'emplois  
(en nombre)



Source: Pôle Emploi

Les contrats uniques d'insertion (CUI) remplacent désormais les contrats emplois solidarité (CES) et les contrats à durée limitée (CDL). 12 millions d'euros seront débloqués par l'Etat pour la mise en place de 3 250 CUI. Pôle emploi est chargé d'instruire les dossiers de demandes de contrats qui peuvent provenir des entreprises, des communes, des associations et des syndicats intercommunaux.

## Economie

Une partie du plan de relance a été activée au cours du mois de mars. Le total des opérations dont les conventions ont été signées et ont fait l'objet d'un engagement juridique et comptable s'élève à plus de 44 millions d'euros sur les 53 millions prévus. Les projets prêts à démarrer concernent plusieurs secteurs : transport, adduction d'eau potable, traitement des déchets, électrification rurale, infrastructures et aménagement, mise aux normes des écoles, etc.

## Social

Le mois de mars a été marqué par de multiples grèves. L'ensemble des services sociaux du département ont été concernés : la Caisse des Allocations Familiales (CAF), la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte (CSSM), l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Centre Hospitalier de Mayotte (CHM). Les agents réclament essentiellement une égalité de traitement avec leurs homologues domiens.

Le 23 mars, les employés du bâtiment leur ont emboîté le pas afin de protester contre les licenciements associés à la crise qui impacte sensiblement ce secteur déjà fragilisé par le gel de la commande publique et les factures impayées des collectivités locales. Pour la première fois à Mayotte, et pour relancer la commande publique, l'Etat a débloqué 14 millions d'euros du Fonds de compensation de la TVA afin d'abonder le Fonds intercommunal de péréquation.

Le 7 mars, le cabinet Mensia, mandaté par le Conseil général, a présenté ses conclusions sur les ressources humaines de la collectivité. Les conclusions révèlent 126 emplois fictifs dont 38 contractuels et 88 fonctionnaires. Pour aider au redressement de la situation financière du département, le cabinet préconise une baisse des salaires de 5 % sur 2 ans pour les agents actuellement les mieux rémunérés et un départ anticipé à la retraite pour les agents ayant plus de 55 ans (194 agents concernés). Les élus ont souhaité contribuer à la baisse des charges de la collectivité en proposant une diminution de leurs indemnités de 5 %. Enfin, le cabinet suggère également le remboursement par l'Etat à la collectivité des charges indues, estimées entre 150 et 180 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

Le projet de rénovation du quartier M'Gombani dont le coût total s'élève à 40 millions d'euros a été présenté au public le jour du premier anniversaire de la départementalisation de l'île. Le chantier, qui a démarré depuis quelques semaines déjà, devrait durer jusqu'en 2015. Le quartier rénové comprendra 121 nouveaux logements dont 90 logements sociaux, 1 500 m<sup>2</sup> de commerces, bureaux et locaux d'activité. Les espaces verts et les écoles seront rénovés et une nouvelle crèche verra le jour.

## Tourisme

Le président du comité du tourisme, M. Rastami Abdou, a tenu une conférence de presse le 29 mars afin de restituer les différentes actions menées par le comité pour la promotion de l'île. La procédure de classification en termes d'étoiles des structures hôtelières de l'île a permis d'attribuer 3 étoiles aux hôtels Sakouli et Le Maharajah et 2 étoiles aux hôtels Caribou et Le Jardin Maoré. Par ailleurs, un premier combiné Mayotte Réunion sera proposé au prochain salon de la randonnée à Paris du 30 mars 2012. Le combiné proposera 10 jours partagés équitablement entre les deux îles avec des activités de randonnée et de plongée.

# PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	févr.-12	112,9	-0,9%	-0,1%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	janv.-12	9 601	9,8%	-
<b>Commerce extérieur</b>  (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles déc.-11	19 329	3,7%	-18,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées déc.-11	305 970	6,7%	-4,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles déc.-11	519	12,1%	-36,2%
		cumulées déc.-11	6 511	8,7%	-27,7%
	Taux de couverture	mensuels déc.-11	2,68%	0,20 pt	-0,75 pt
		cumulés déc.-11	2,13%	0,04 pt	-1,03 pt
<b>Trafic aérien</b>  (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels déc.-11	369	17,5%	-29,2%
		cumulés déc.-11	5 394	-	-9,0%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels déc.-11	29 971	92,1%	11,9%
		cumulés déc.-11	289 919	-	3,6%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels déc.-11	37,1	-6,9%	-0,2%
	(départs)	cumulés déc.-11	998,2	-	n.d
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles déc.-11	8 300	n.d	-11,1%
		cumulées déc.-11	71 267	n.d	-7,6%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle mars-12	9 556	9,0%	-5,7%
		cumulée mars-12	28 014	-	1,2%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En février 2012, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré dix-huit incidents de paiement sur chèques. En revanche un seul retrait de carte bancaire a été recensé. Enfin, l'archipel comptait 19 personnes physiques en situation d'interdiction bancaire, soit 3 de moins qu'en février 2011.

### Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007.

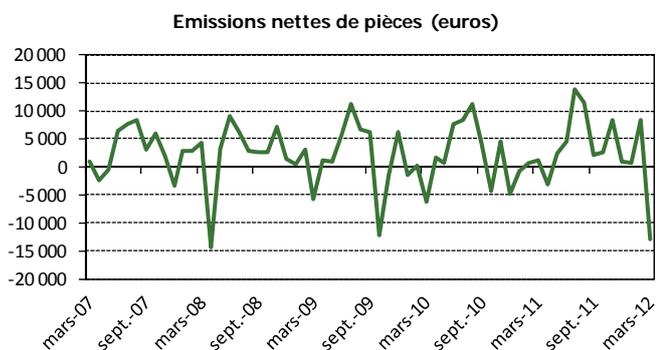
### Opérations de compensation

Le volume des chèques présentés à la compensation au cours du premier trimestre 2012 recule d'un tiers par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que les montants échangés progressent de 1,3%. La tendance est similaire pour les virements : le nombre de virements transitant par la chambre de compensation de l'IEDOM est en baisse d'un tiers également, mais les montants affichent une progression de 56,1%. Enfin, aucune demande de prélèvement n'a été enregistrée au cours du premier trimestre 2012, ce type d'opération ne transitant plus par la chambre de compensation de l'IEDOM.

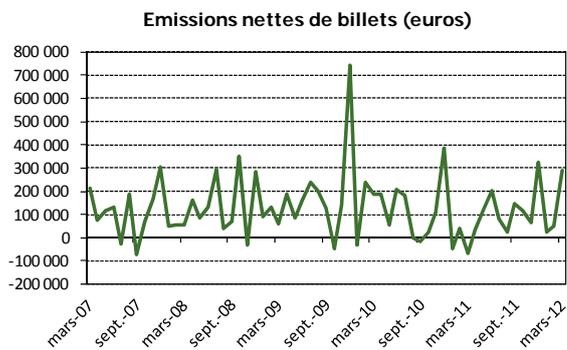
		1er trimestre 2012	Variation T de A-1	Variation T-1
Chèques	Volume	20 058	-34,2%	-38,0%
	Valeur	15 113 894	1,3%	14,2%
Virements	Volume	393	-32,0%	3,7%
	Valeur	659 690	56,1%	-5,4%

### Circulation fiduciaire

Fin mars 2012, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 15,8 millions d'euros (pour un volume de 420 890 billets), en hausse de 10,3% sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,490 million d'euros (pour un volume de 2,692 millions de pièces), en progression de 10,6% en glissement annuel.



Source : IEDOM



Source : IEDOM

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Participation de l'archipel au 10<sup>e</sup> Forum PTOM-UE

Bruxelles a accueilli le 10<sup>e</sup> Forum PTOM-Union européenne du 23 au 26 janvier, auquel participait l'OCTA (Overseas countries & territories association). L'archipel a intégré cette association à la fin de l'année 2011 et en assure désormais la vice-présidence. Lors de ce forum, l'OCTA a insisté sur la prise en compte de l'intérêt des PTOM dans les négociations des traités de libre-échange. Saint-Pierre-et-Miquelon est à ce titre directement concerné par les négociations actuelles entre l'UE et le Canada.

### Hausse du prix des produits pétroliers

En raison de la hausse persistante du cours du baril de pétrole brut, la Préfecture a réajusté les prix de vente des produits pétroliers sur l'archipel. Selon l'arrêté du 3 février, le prix du fioul domestique est relevé de 5 centimes pour atteindre 74 centimes le litre, l'essence progresse de 8 centimes (1,36€/litre pour l'essence ordinaire et 1,39€/litre pour l'essence extra), tandis que le gazole enregistre la plus forte hausse : 11 centimes pour le gazole pris à la pompe (1,02€/litre) et 13 centimes pour celui livré par camion (1,00€/litre).

### Dépollution de l'ancienne usine de transformation des produits de la mer SPM Seafoods

Les opérations de transfert des six tonnes d'ammoniac des installations frigorifiques de l'ancienne usine SPM Seafoods à destination de Saint-Priest (Rhône) via le Canada et les Pays-Bas ont été effectuées fin février. L'opération était dirigée par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et mandatée par la Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour un montant proche de 200 000 euros. Cette décision fait suite à la détection de fuites d'ammoniac en août 2011 qui avaient nécessité l'arrêt des installations frigorifiques et la destruction de 90 tonnes de poisson congelé.

### Revalorisation du revenu de solidarité en outre-mer

Le revenu de solidarité (RSO), qui concerne les personnes âgées de plus de 55 ans, est revalorisé de 1,7 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 selon un décret publié au Journal officiel du 28 mars. Il passe ainsi de 483,81 euros à 492,03 euros.

### Réunion du comité consultatif franco-canadien

Le 18<sup>e</sup> comité consultatif franco-canadien pour les questions relatives à la pêche s'est réuni les 29 et 30 mars à Paris. L'ordre du jour portait sur l'analyse du bilan des prises de la saison 2011-2012 ainsi que sur l'état des stocks de ressources halieutiques. Par ailleurs les quotas pour Saint-Pierre-et-Miquelon ont été reconduits à l'identique pour la saison prochaine.

### Nouvelles avancées dans le cadre de la coopération régionale

Le comité administratif de la 14<sup>e</sup> commission mixte de coopération régionale s'est réuni à Grand-Pré en Nouvelle-Ecosse le 3 avril. Ce comité, coprésidé par le Préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon et le Directeur général commerce et investissement de l'APECA, avait pour mission de prendre connaissance des différents projets élaborés par les six sous-comités de travail. Près de 30 projets ont été présentés dans des secteurs très divers (tourisme, santé, sécurité, environnement...). Le budget total mis à disposition du comité pour financer ces projets s'élève à 230 000 euros.

### Appréciation du dollar canadien par rapport à l'euro

Après une année 2011 marquée par une stabilisation du taux de change du dollar canadien par rapport à l'euro, le premier trimestre 2012 se caractérise par une appréciation du cours de la devise canadienne, l'euro reculant de 4,8% en moyenne mensuelle par rapport à décembre 2011. Le taux de change s'établit ainsi à 1,3121 CAN/EUR en moyenne en mars 2012 contre 1,3481 CAN/EUR en décembre 2011.

Taux de change du dollar canadien pour un euro



Source : banque-france.fr

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Préfecture)	Prix à la <b>consommation</b> – 4 <sup>e</sup> trimestre 2011	-	+0,26%	+3,61% <i>Par rapport à Décembre 2010</i>
		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
<b>Emploi</b> (Source : DCSTEP)	<b>Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1)</b> Janvier 2012 :	267	+25,9%	-11,9%
	<b>Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés</b> Janvier 2012 :	277	+62,0%	+2,6%
	<b>Indicateur mensuel moyen de chômage</b> Janvier 2012 :	8,4%	-	-
<b>RSA</b> (Source : CPS)	Nombre de <b>bénéficiaires</b> - fin février 2012 :	40	+2,6%	+42,9%
	Nombre de <b>personnes à charge</b> - fin février 2012 :	78	+4,0%	+73,3%
<b>Commerce extérieur</b> (mouvements réels + mouvements d'entrepôt) (Source : Douanes)	<b>Importations (milliers d'euros)</b> Décembre 2011 :	5 195	-29,6%	-22,4%
	Cumul annuel :	79 134	-	+7,2%
	<b>Exportations (milliers d'euros)</b> Décembre 2011 :	273	-	+17,7%
	Cumul annuel :	1 866	-	-56,6%
	<b>Déficit commercial (milliers d'euros)</b> Décembre 2011 :	4 922	-	-
	Cumul annuel :	77 268	-	+11,1%

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
<b>Pêche industrielle</b> (Source : DTAM)	<b>Débarquements</b> (en tonnes) Entre novembre 2011 et mars 2012	816	-	-24,4%
	<b>Pêche artisanale</b> (Source : DTAM)	<b>Débarquements</b> (en tonnes) Entre avril 2011 et mars 2012	1 291	-
<b>Trafic aéroportuaire</b> Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile)	<b>Nombre de passagers (arrivées + départs)</b> Février 2012 :	2 393	+20,3%	+9,7%
	Cumul annuel :	4 382	-	-6,7%
	<b>Mouvements d'avions</b> Février 2012 :	259	+63,9%	-5,5%
	Cumul annuel :	417	-	-6,5%
	<b>Fret et envois postaux (en tonnes)</b> Février 2012 :	13 773	-11,3%	-14,6%
	Cumul annuel :	25 986	-	-16,2%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	1,00%	date d'effet	14/12/2011
Taux de la facilité de prêt marginal		1,75%		14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt		0,25%		14/12/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

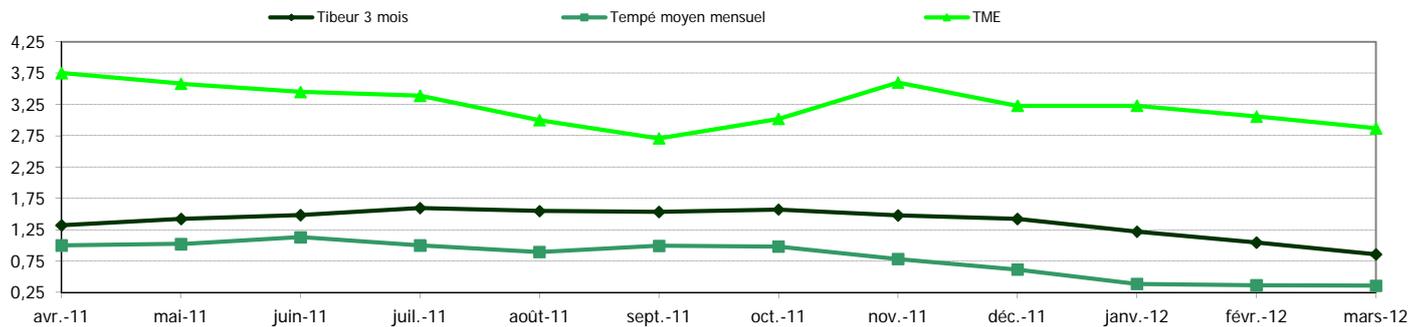
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Mars 2012)				
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,6168%	0,3877%	0,3662%	0,3587%	0,4690%	0,8600%	1,1660%	1,5000%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars	
3,23%	3,23%	3,06%	2,87%	3,43%	3,43%	3,26%	3,07%	

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	14,81%
Prêts à taux fixe	6,32%		
Prêts à taux variable	5,88%		
Prêts-relais	6,48%		
<b>Autres prêts</b>			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,56%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	15,27%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	13,27%		
		<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,99%
		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,35%
		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,37%
		Découverts en compte (1)	13,67%
		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,49%
		<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
		Découverts en compte (1)	13,67%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

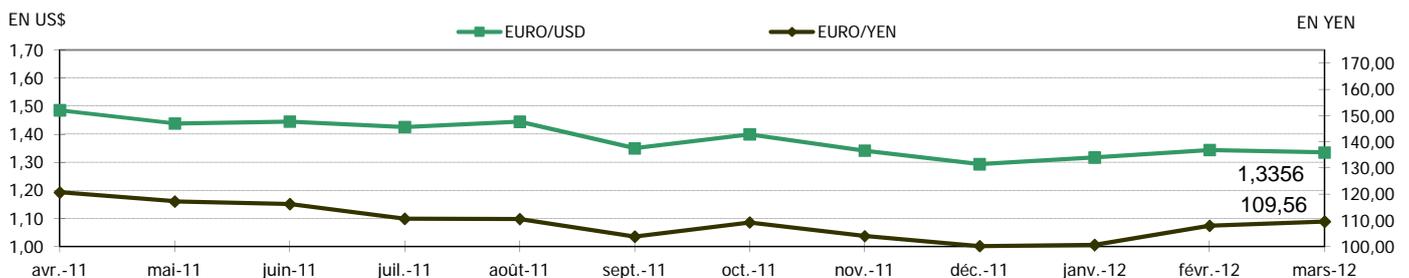
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3356	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,2322	EURO/SRD (Surinam)	4,40300
EURO/JPY (Japon)	109,5600	EURO/BWP (Botswana)	9,69310	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,38830
EURO/CAD (Canada)	1,3311	EURO/SCR (Seychelles)	18,6810	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,1425
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83390	EURO/MUR (Maurice)	38,6266	EURO/BBB (La Barbade)	2,66850
EURO/SGD (Singapour)	1,6775	EURO/BRL (Brésil)	2,4323	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,56000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3705	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,73020	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2826,6087	EURO/XCD (Dominique)	3,6025	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 17 avril 2012 - Dépôt légal : avril 2012 - ISSN 1284-4438